

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 282

Samedi 7 Juin 1975

Violences racistes à Nanterre

A Nanterre, samedi dernier, la manifestation antiraciste a bénéficié de l'appui de la population immigrée. C'est que l'indignation et la colère grondent devant la multiplication des vexations, brimades, violences et assassinats racistes plus nombreux encore dans cette banlieue qu'ailleurs. Ces crimes odieux continuent d'être impunis malgré les assurances faites par Michel Poniatowski aux autorités algériennes. Les déclarations du ministre de l'Intérieur ne sont-elles pas en effet contredites en premier lieu par des policiers racistes ? Voici à ce sujet un nouveau témoignage :

« Ils appellent S. Il reste cinq à dix minutes et reviens pas mal esquinaté et bien sûr il chialait. Pareil pour Y. Après c'est moi qui passe au bureau, ils étaient sept flics. Ils m'ont bien tabassé, j'avais la gueule gonflée... Je tombe K.O. Je me souviens qu'ils rigolaient tous. »

« Une heure après, je demande à aller aux chiottes ; un flic en képi vient, il me prend par la gorge, serre très fort et m'emmène en me soulevant comme ça jusqu'aux chiottes, il essaye de me faire rentrer la tête dans les chiottes et au retour il m'étrangle toujours. Un flic en képi me rencontre comme ça et me donne un coup dans le ventre... »

« Les chefs sont venus dire d'arrêter, de tabasser, le camion cellulaire venait d'arriver. Un flic me prend par le bras, il le tord jusqu'au cou, il me tabasse en m'insultant. Au camion je vois P. qui me dit qu'il a mal au bras, il était cassé. »

« A Fleury, j'arrivais pas à ouvrir la bouche ; pendant huit jours j'ai rien mangé et rien bu. Ils m'ont fait des piqûres, les médecins traitaient les flics de salauds. L'expert est venu quinze jours après et n'a rien trouvé, alors qu'aujourd'hui, six mois après, j'ai encore des boules dans le cou... »

Voilà ce que nous a dit, parmi beaucoup d'autres, un jeune immigré de Nanterre pour décrire les traitements qui leur sont réservés dans un commissariat de police, où ils se retrouvent traînés pour un oui ou pour un non. Mais, certains qui jusqu'ici se taisaient, commencent à ouvrir la bouche et à raconter ; et à Nanterre la révolte grandit contre ces agissements fascistes. Dénonçons-les autour de nous et participons à la riposte solidaire des travailleurs français et immigrés.

ARRIVEE A PEKIN DE JACQUES JURQUET

Pékin, 5 juin 1975 (Chine-Nouvelle)

Sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois, une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, conduite par le camarade Jacques Jurquet est arrivée ce soir à Pékin par avion pour effectuer une visite amicale en Chine.

A son arrivée, la délégation a été saluée à l'aéroport par Keng Piao et Feng Hsuan membres du Comité central du Parti communiste chinois, chef et chef adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.

Les fidayine font sauter l'intérieur de la radio israélienne à El Qods

Des fidayine faisant partie des forces de l'intérieur de la Palestine occupée ont détruit mercredi matin à l'explosif une grande partie de l'immeuble de la radio israélienne à El-Qods occupée. Les explosions ont également provoqué un incendie dans la section des archives, et plusieurs sionistes ont été atteints. L'unité qui a exécuté avec succès cette opération a regagné sa base saine et sauve.

LE COMBAT DES FEMMES ALGERIENNES

Le jeudi 5 au soir, salle des Agriculteurs, une centaine de femmes algériennes émigrées se réunissaient, à l'appel de l'Amicale des Algériennes en Europe et de l'UNFA, sur le thème : « La participation des femmes à la révolution socialiste », en présence d'une délégation de six membres de l'UNFA arrivées d'Alger le jour même pour enquêter auprès de leurs sœurs immigrées et répercuter leurs problèmes et leurs luttes en Algérie.

Dans la salle, décorée du drapeau algérien et de banderoles aux couleurs nationales, un riche exposé fut d'abord présenté par une responsable nationale de l'UNFA.

Elle devait d'abord rappeler le sort des femmes algériennes pendant les années d'obscurantisme et d'humiliation partagées avec leurs frères sous le joug colonial.

A l'indépendance, elles se sont vu reconnaître les mêmes droits, les mêmes avantages, les mêmes devoirs que les hommes et se sont engagées avec enthousiasme dans le grand combat de l'édification de l'Algérie nouvelle.

Notre journal qui avait envoyé un message de soutien, était représenté dans la salle par une délégation des femmes communistes marxistes-léninistes de France.

REOUVERTURE DU CANAL DE SUEZ

Jeudi 5 juin, l'Égypte a réouvert le canal de Suez maintenu fermé depuis la guerre d'agression sioniste de juin 1967. C'est là un événement international de grande importance qu'il convient de resituer également dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances. Il ne fait pas de doute en effet que le social-impérialisme russe va profiter de cette nouvelle possibilité pour coordonner sa flotte de l'océan Indien et de la Méditerranée et renforcer ainsi sa position dans la lutte pour le contrôle de l'Europe.

Mais le peuple égyptien est un sérieux obstacle sur la route du social-impérialisme russe. C'est pourquoi Brejnev et Cie multiplient les pressions, chantages, vexations à son égard.

Vendredi 13 juin - 20 h 30

Palais de la Mutualité (salle B)

MEETING

Femmes, unissons-nous !

SOLIDARITE DE LUTTE DES FEMMES
DES PAYS EUROPEENS ET DU TIERS MONDE

ORGANISE PAR L'HUMANITE - ROUGE
AVEC LA PARTICIPATION DE REPRESENTANTES
DE FEMMES DU TIERS MONDE

(une garderie pour les enfants sera organisée sur place)

Lois anti-grèves au Portugal et en Espagne

COMME DEUX GOUTTES D'EAU

Face à la lutte courageuse et opiniâtre du peuple espagnol contre le fascisme, le gouvernement franquiste use de la carotte et du bâton. En même temps qu'il développe la répression et les tortures bestiales, il essaie une nouvelle fois de se parer du masque du libéralisme. Ne pouvant pas empêcher les travailleurs de faire grève pour le pain et les libertés, il légalise le droit de grève et promulgue une loi qui ressemble comme deux gouttes d'eau au fameux décret-loi portugais du 27 août 1974 préparé par la clique Cunhal : le gouvernement franquiste a en effet décidé le 9 mai de rendre la grève légale pour les travailleurs du secteur privé. Les conditions draconiennes suivantes sont imposées par les fascistes :

- tous les moyens «de médiation et d'arbitrage» (syndicat unique fasciste, justice bourgeoise, etc...) auront été préalablement épuisés ;
- un vote à bulletins secrets de l'ensemble du personnel sera obligatoire et la grève devra être votée

par 60 % au moins de la totalité du personnel ;

- un préavis de six jours au minimum sera déposé ;
- les grèves tournantes, les grèves perlées et les grèves sur le tas sont interdites ;
- les grèves de solidarité entre plusieurs usines (même si elles appartiennent à une même société) sont interdites.

En comparant cette loi fasciste avec le décret-loi portugais social-fasciste du 27 août 74, les travailleurs trouveront plus que des similitudes : une ressemblance parfaite ! Elles se ressemblent comme deux gouttes d'eau, quoi d'étonnant à cela ? Quoi de surprenant si les fascistes Cunhal et Franco ont les mêmes préoccupations et usent des mêmes procédés réactionnaires pour tenter de museler le peuple ?

Mais nous avons confiance : à Lisbonne comme à Madrid les travailleurs sauront affronter leurs ennemis, combattre l'exploitation capitaliste et triompher des deux superpuissances.

CARAÏBES

Un coup porté aux gros trusts internationaux

En mai dernier, les pays des Caraïbes ont créé une compagnie de navigation maritime commune. C'est un premier coup porté aux compagnies internationales de transport maritime.

88 %, en effet, des transports de la région sont sous le contrôle des gros trusts internationaux : les pays des Caraïbes sont contraints de leur verser 2 milliards de dollars par an. Dès l'année dernière, les pays des Caraïbes ont pris des mesures pour conquérir leur indépendance dans le domaine du transport maritime : création ou extension de chantiers navals, de flottes marchandes... Le besoin d'unité s'est fait sentir : voilà pourquoi ils ont créé la première compagnie de navigation

maritime régionale qui brise le monopole des trusts internationaux.

Comme toute l'Amérique latine, la région des Caraïbes est, ces dernières années, un terrain de lutte encourageant contre l'impérialisme et l'hégémonie. Les pays de la région ont nationalisé des sociétés monopolistes étrangères, leur ont imposé des restrictions, ont mis en place des structures d'intégration régionale, ont organisé des associations de producteurs de matières premières. La création de la première compagnie de navigation maritime régionale est un nouveau pas dans ce processus qui augure bien de l'avenir.

CHINE

Des jardins d'enfants à la campagne

Tout en développant l'agriculture socialiste, les communes populaires rurales de la Chine nouvelle ont mis sur pied les maisons des vieillards, les crèches et jardins d'enfants ainsi que d'autres services de bien-être. Dans la commune populaire de Fenghouang en Chine centrale, les 30 équipes de production de cette commune ont chacune un jardin d'enfants où sont confiés tous les enfants de 3 à 6 ans et demi, 820 enfants au total. Beaucoup d'équipes ont aussi des crèches pour s'occuper des enfants de moins de 3 ans.

Les enfants mangent et dorment chez eux. C'est seulement quand leurs parents travaillent aux champs qu'ils sont confiés aux jardins d'enfants où ils apprennent à chanter, danser, lire et écrire, écoutent les histoires révolutionnaires et font des jeux. Voyant ces enfants heureux, un vieux paysan pauvre a dit avec émotion : « Dans l'ancienne société, les enfants des paysans pauvres étaient souvent obligés de fuir la famine et

de mendier avec leurs parents. Aujourd'hui, sous la direction clairvoyante du parti et du président Mao, nos enfants mènent une vie heureuse dans les jardins d'enfants. Quel contraste entre les deux sortes d'enfance. »

Comme dans les autres régions rurales du pays, chaque équipe de production de la commune populaire de Fenghouang prélève chaque année sur le revenu global de l'agriculture et des occupations secondaires une certaine somme de fonds publics pour la gestion des jardins d'enfants et des crèches ainsi que d'autres services de bien-être. Pour un enfant confié, on paie chaque année seulement 2 yuans destinés à l'achat de l'écrtoire et de jouets. La salle de classe, le terrain de jeu, la glissoire et la balançoire sont tous préparés par les paysans eux-mêmes.

Recommandées par les paysans, les monitrices des jardins d'enfants sont pour la plupart des jeunes filles

L'Afrique salue la CEDEAO

Dans notre No 278, nous avons annoncé la naissance de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et avons souligné son importance dans la lutte contre l'héritage colonial et les menées néo-coloniales, pour l'indépendance économique de cette région africaine.

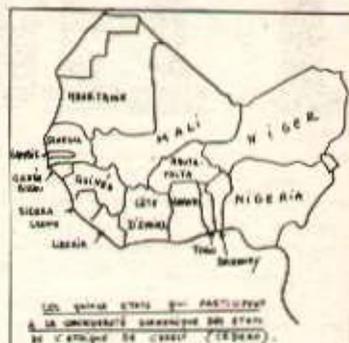
Chefs d'États et organes de presse sont d'accord pour acclamer cet événement. Quelques exemples :

LUIS CABRAL (président du Conseil d'État de Guinée Bissau) :

« La libération serait incomplète sans l'indépendance économique nécessaire aux États africains. »

« **DAILY MAIL** » (Sierra Léone) :

« Le traité doit viser à jeter des bases solides permettant aux pays ouest-africains de se tenir fermement debout et de résister à l'ingérence étrangère. »



« **DAILY GRAPHIC** » (Ghana) :

« Les Africains sont parvenus à comprendre que leur salut et leur émancipation économique dépendent d'eux-mêmes. »

La carte ci-dessus montre que l'union économique permettra de combattre les divisions géographiques héritées du colonialisme qui entravent le développement de chaque pays.

Pêche en Atlantique-Nord :

QUELQUES CHIFFRES...

Production de poissons en Atlantique du Nord-Ouest (en tonnes métriques) :

	1968	1973
CANADA	1 263 000	922 000
U.R.S.S.	794 000	1 354 000

Voilà des chiffres tout à fait parlants : la production halieutique canadienne baisse tandis que celle de l'URSS augmente bien plus encore. Il faut dire que chaque jour, un millier de chalutiers étrangers opèrent au large des côtes canadiennes, (la majorité de leur pêche étant emportée par les bateaux soviétiques) alors que seulement 150 bateaux canadiens parcourent la région.

Une telle situation est grave pour le Canada, dont la production en poissons a baissé de 61 % ce début d'année par rapport à la même période de l'année 1974.

Donc, difficultés accrues pour les pêcheurs canadiens qui se serrent la ceinture. Par ailleurs,

l'environnement maritime est sacrifié à grande vitesse...

L'opinion publique canadienne est très préoccupée de cette question ; et peu à peu, naît l'idée, soutenue par le « conseil de la pêche du Canada », d'établir une zone économique de 200 milles marins le long des côtes canadiennes.

L'exploitation appelle la lutte... au Canada comme ailleurs, la nature impérialiste de l'URSS se dévoile peu à peu... et de plus en plus nombreux s'engagent pour la combattre.

travail productif collectif. Par exemple dans la 5e équipe de la brigade de production de Kingsi, 25 femmes, soit un quart de toute la main-d'œuvre de l'équipe, ont pu participer à l'activité sociale après l'établissement d'un jardin d'enfants l'année dernière. Le renforcement de la main-d'œuvre a permis à l'équipe d'augmenter considérablement sa production.

(Agence Chine-Nouvelle)

Lisez,

PÉKIN INFORMATION
revue politique et
d'information

l'exemplaire: 0,70F.

P.T.T.-PARIS

LES POSTIERS REAFFIRMENT LEURS REVENDICATIONS

Située rue du Louvre dans le 1er arrondissement, la recette principale des PTT constitue avec ses nombreux chantiers, services et bureaux satellites, le véritable cœur postal du Paris intra-muros. Concentrant 2 200 postiers, elle répond exactement à la caractérisation faite par Lénine de la poste dans «L'Etat et la révolution» : «La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole capitaliste d'Etat. L'impérialisme transforme progressivement tous les trusts en organisations de ce type. Les "simples" travailleurs, accablés de besogne et affaiblis, y restent soumis à la même bureaucratie bourgeoise». N'en déplaise à messieurs les révisionnistes du P.C.F qui présentent aux travailleurs les nationalisations comme une avancée !

Le 29 mai les travailleurs sont convoqués par les sections CGT et CFDT à trois assemblées générales (à 9 h 15, 12 h 30 et 16 h, selon un scénario qui se répétera les jours suivants) pour manifester leur soutien aux ouvriers du «Parisien libéré» en lutte et aux grévistes de Brune sanctionnés par l'administration et matraqués par les CRS. Les postiers présents à ces A.G. qui n'ont que faire de la propagande mensongère des dirigeants révisionnistes de la CGT en faveur de «la charte des libertés» du P.C.F., font inclure dans la motion finale : la réaffirmation de la plateforme revendicative de la grève d'octobre-novembre : le retrait immédiat des vigiles, caméras, micros... installés par l'administration (après le hold-up du 12 avril), pour espionner le personnel sous le faux prétexte de «sécurité des fonds et des valeurs».

Malgré l'opposition des révisionnistes (qui déclarent en substance : «si on se retrouve à une certaine dans le bureau du Receveur, des incidents sont à craindre») l'A.G. de 16 h décide sur le champ d'une délégation de masse auprès du Receveur. Celui-ci, après s'être déclaré non habilité pour prendre une décision, con-

voqué les secrétaires syndicaux à 18 h pour leur signifier officiellement le recours aux CRS devant les portes de Paris RP, Paris IX, Paris XV, Paris XVIII, Paris 85, Paris 96, Paris 108 et 127, et ceci toujours sous le prétexte de «sécurité des biens et des personnes». Les vigiles à l'intérieur et les CRS à l'extérieur constituent un encadrement fascisant du personnel, ouvrant tout droit la voie à la création d'une milice répressive permanente dans les PTT.

Le lendemain 30 mai, indignées par la présence des CRS et le comportement de certains vigiles, les A.G. exigent unanimement leur retrait immédiat par l'administration. Les travailleurs les plus déterminés harcèlent de toutes parts les dirigeants syndicaux, et en particulier les révisionnistes, qui veulent limiter la riposte à la signature d'une simple pétition. Dénonçant l'absence de tract d'appel aux A.G., de prises de parole sur les tas et de réunions de syndiqués, ils proposent pour le lundi 2 juin une A.G. commune à tout le personnel destinée à le mobiliser en vue d'une grève et à en décider démocratiquement les modalités. Les réactions des révisionnistes sont caractéristiques :

la proposition de l'A.G. commune dans l'ancienne cour est considérée par ces messieurs comme une provocation du fait de la présence des CRS aux portes. Ils vont même jusqu'à dire qu'elle nécessiterait la présence d'un service d'ordre d'une telle importance que celui-ci viderait l'A.G. de tous ses participants ! Des interventions applaudies par une grande partie de l'assistance dénoncent le procès d'intention fait aux travailleurs ; réaffirment le caractère souverain et pleinement responsable de l'A.G. ; prônent la grève comme arme privilégiée et l'utilisation de la violence de classe et de masse nécessaire. Voyant leurs positions sérieusement ébranlées les pontes de la CGT terminent en précisant qu'ils ne sont pas opposés à la grève, mais qu'avant de la décider il faut contacter les autres centres concernés et alerter les fédérations, afin de déclencher un mouvement d'ensemble. L'A.G. se termine

dans la confusion et sans qu'aucune décision ne soit prise.

Le lundi 2 juin, profitant de la trêve du week-end et ayant reçu des consignes très strictes de leur fédération, les bonzes révisionnistes mettent à exécution leur plan de sabotage. Alors que la première A.G. a lieu à 9 h 15, le tract d'appel exigé la veille par les travailleurs arrive du tirage à 8 h 10 : il ne comporte ni l'ordre du jour, ni le lieu des A.G. ! La section CGT ne met pas à contribution ses militants et adhérents pour le diffuser. La présence des postiers aux A.G. chute d'une manière spectaculaire. La propagande révisionniste y bat son plein : dénonciation des camarades défendant de justes positions de classe comme prétendus «provocateurs gauchistes» ; lecture soporifique d'un communiqué des bureaucrates fédéraux appelant à une journée nationale d'action-bidon à la distribution et à l'acheminement, initiative catégorielle visant à briser l'unité à la base et dans l'action des postiers amorcée lors de la dernière grève. Le comble de la trahison est atteint lorsque le cheffailon révisionniste du 2e arrondissement ose déclarer : «les CRS sont des travailleurs comme les autres, qui n'ont pas eu la chance de trouver du boulot chez eux, et que le pouvoir utilise contre d'autres travailleurs». Un adhérent CFDT élève aussitôt une vigoureuse protestation. S'appuyant sur les récents événements de Brune, il rappelle les justes principes léninistes s'appliquant à l'appareil d'Etat bourgeois et à ses forces de répression. Il déclare enfin que désormais à Paris RP la satisfaction des revendications de la grève d'octobre-novembre dernier est indissolublement liée au départ des files et des vigiles.

Par ailleurs, les révisionnistes ont essayé par deux fois d'empêcher les marxistes-léninistes de diffuser leur bulletin «La Poste Rouge», et en particulier le dernier numéro contenant un communiqué de la cellule d'entreprise du PCMLF. Mais, par deux fois ce sont les masses qui nous ont protégés et ont même participé à la diffusion.

Les Communistes ml de Paris RP

CLICHY : DEUX SEMAINES D'OCCUPATION AUX «CABLES DE LYON-ALSACIENNE»

Les ouvriers des «Câbles de Lyon» à Clichy occupent leur usine depuis maintenant deux semaines, pour imposer le rapport de force nécessaire face au patron (le trust CGE) et obtenir la satisfaction de leurs revendications. Les drapeaux rouges flottent aux quatre coins de l'usine et de solides piquets de grève sont en place.

Le comité de grève a notamment expliqué dans un communiqué :

«Nous en avons assez d'avoir les salaires les plus bas de la région parisienne (métallurgie), ex. : salaire de base OS1 : 1 300 F, OS2 : 1 360 F, etc.

«Nous en avons assez de voir le patron économiser non seulement sur les salaires mais aussi sur l'hygiène et la sécurité : ex., un an pour avoir un essui main...»

«Alors nous occupons l'usine pour que le patron comprenne de force : qu'il faut qu'il nous respecte ; qu'il faut nous augmenter de 300 F sur le salaire de base ; qu'il nous faut une prime de vacances de 1 000 F, et non pas une prime versée en juin et retirée en décembre comme l'année dernière ; qu'il faut revoir nos qualifications et donner le maxi à la qualification actuelle ; qu'il faut respecter les avantages acquis sur les heures de délégation (...) ; et bien sûr maintenant il faut payer les heures de grève.»

Pour le moment le patron a refusé en bloc les revendications et a assigné en référé deux militants syndicaux au tribunal de grande instance.

Ceci n'a eu pour effet que de renforcer la détermination des ouvriers à continuer jusqu'à satisfaction et à développer pour cela l'organisation de leur grève.

ECHOS DES LUTTES

Des mouvements de grève continuent dans plusieurs usines du groupe Ugine : à l'usine Ugine-Acier de Fos-sur-Mer, 1 200 ouvriers sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire de 10 %, une prime de rattrapage de 200 F. Grèves également à Moutiers.

CRETEIL

La cité «moderne» pousse, c'est l'orgueil de la bourgeoisie locale. Sur le chantier de l'Entreprise Blondel, ils sont une cinquantaine en grève, algériens et français. Grève sur le tas.

L'origine : le patron a un chantier à Evreux et il veut que les gens y aillent à leurs frais et payent de leur poche les frais d'hôtel sur place ! Avec 800 F par mois pour vivre, pour un travail de compagnon, avec un salaire bloqué depuis janvier, et une famille, là-bas, au pays...

Pas de syndicat : «Tu bosses, si t'es pas content, tu dégages !». Pas de syndicat, mais la grève quand même.

QUILLERY (Saint-Maur)

Après 22 jours de grève, les travailleurs de cette entreprise, chargée de construire le métro de Marseille, ont repris le travail le mardi après-midi. Ils ont obtenu : une augmentation de salaire de 8 %, la possibilité pour les travailleurs immigrés de prendre un 2e mois de vacances (sans solde) pour passer les vacances dans leur pays, la fourniture de 2 bleus de travail...

Travailleurs français immigrés, une seule classe ouvrière !

SOUTIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES AUX TRAVAILLEURS DES BATIGNOLLES-NANTES, EN LUTTE...

Depuis un mois et demi, l'usine des Batignolles (Creusot-Loire) de Nantes est en conflit. Les salaires y sont nettement au-dessous de ceux de la métallurgie nantaise (180 F d'écart en moyenne). Les syndicats n'ont proposé que des grèves tournantes par atelier et de petits débrayages. Pourtant, la combativité est grande. Le jeudi 22 mai, les travailleurs bloquent les portes interdisant l'entrée et la sortie des camions pendant les débrayages. Le vendredi 23, quatre délégués passent en référé au tribunal suite aux actions illégales. Spontanément, en apprenant la nouvelle, plusieurs centaines d'ouvriers arrêtent aussitôt leur machine et vont manifester en bleu de travail devant le palais de justice.

La CGT et le P.C.F ne peuvent pas saboter cette lutte ouvertement

comme ils l'avaient fait en 1971. A cette époque, en effet, lorsque les ouvriers avaient envahi les bureaux de la direction, le P.C.F ne les avait pas traités dans un tract de «fascistes», de «bandits» et de «nervis entraînés» !

Aujourd'hui ils suivent le mouvement mais ils cherchent toutes les occasions pour le saboter : ils n'étaient pas «chauds» pour participer au piquet de grève, mais ils ne pouvaient pas, sans perdre la face, rester à la remorque. A la première occasion, la journée d'action de l'intersyndicale de Nantes du 22, ils proposaient d'abandonner le piquet pour aller à la manifestation. Les travailleurs ont justement riposté en n'envoyant qu'une petite délégation. La levée des sanctions contre les délé-

gués a été pour eux un prétexte pour escamoter la revendication de départ, l'alignement des salaires... La levée des sanctions coûte moins cher au patron que l'augmentation des salaires ! Quand ils proposent d'aller voir la direction, ils veulent y aller seuls, sans contrôle de la base. «On est tous des délégués» répliquent les gars, ce qui les oblige à accepter une délégation large.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge ont distribué un tract soutenant les travailleurs des Batignolles en lutte et les appelant à démasquer les manœuvres de certains délégués de la CGT et dénonçant leur rôle objectif sur le plan politique d'agents du social-impérialisme.

Correspondant Nantes

SAINT-ETIENNE :

GREVE DU PERSONNEL DE L'HOPITAL ST-JEAN-BONNEFONDS

Nous avons reçu un communiqué de presse des travailleurs de l'hôpital St-Jean-Bonnefonds (St-Etienne), à propos de la juste grève qu'ils viennent de déclencher. En voici quelques extraits :

«A l'hôpital psychiatrique de St-Jean-Bonnefonds (Loire), l'ensemble du personnel s'est mis en grève.

«La veille avait eu lieu une manifestation devant la préfecture de St-Etienne (...). Les manifestants ont été

dispersés par les forces de l'ordre...»

«La demande d'effectifs constitue la revendication principale et le problème le plus crucial.» indique le communiqué qui poursuit :

«Refusant d'utiliser la camisole de force de l'hôpital asilaire et la camisole chimique plus «morale», nous avons donc besoin d'un personnel beaucoup plus important, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, et que si un manque se fait sentir,

la sécurité des malades est compromise.

«Dans l'attente de réponses concrètes, l'ensemble du personnel de l'hôpital est décidé à poursuivre la grève et à se donner tous les moyens d'action nécessaires pour faire comprendre son mouvement et aboutir ses revendications.»

Comité de presse du personnel en grève de l'hôpital St-Jean-Bonnefonds

AVORTEMENT

LA REACTION S'ORGANISE

Pour donner à leur refus d'appliquer la loi Veil une forme organisationnelle et une allure scientifique, des médecins réactionnaires ont créé tout récemment « l'Union syndicale des médecins respectant la vie humaine », et ont placé comme président-fondateur de cette union le dénommé Tremblay, déjà connu comme secrétaire général de l'association « Laissez-les vivre ».

Le 3 juin, au cours d'une conférence de presse, l'USMRV a fait connaître les « bases théoriques et pratiques de son action ». Les médecins venus pour parler en son nom ont déclaré que les « vrais gynécologues » et les pédiatres vont « être immédiatement lésés dans leurs intérêts fondamentaux matériels et moraux » par une stricte application de la loi sur l'interruption de grossesse. Ils ont poursuivi en appelant tous ceux de leurs collègues qui ne sont pas des « techniciens du meurtre » à refuser de pratiquer des avortements, à ne pas remettre le dossier-guide aux femmes qui le demandent et à ne pas les orienter vers des médecins pratiquant l'avortement...

Il est clair que le but recherché dans la fondation de l'USMRV est d'augmenter encore le nombre et la force des pressions déjà exercées de façon constante sur les médecins et surtout sur les femmes par l'Ordre des médecins, diverses organisations

comme « Laissez-les vivre », les mass-média de la bourgeoisie, etc. Ce que veulent les médecins réactionnaires c'est empêcher totalement l'application de la loi Veil. D'ores et déjà ces nombreuses pressions limitent sérieusement la portée de la nouvelle loi.

Ainsi, à l'hôpital Saint-Antoine, dans le XII^e arrondissement de Paris, on fait actuellement signer, à la place de la demande écrite prévue par la loi Veil, un texte en tous points contraire à la loi. Ce texte décharge en effet le médecin de toute responsabilité, y compris du résultat, ce qui n'est exigé pour aucune autre intervention chirurgicale. Par là-même, ce que cherche la direction de l'hôpital c'est à épouvanter les femmes, en soulignant que l'interruption de grossesse risque fort d'amener des complications graves, et les faire renoncer. S'ajoutant à l'exigence d'encaisser 700 F d'arrhes, cette signature obligatoire, qui en outre viole le droit à l'anonymat, fait inévitablement reculer un certain nombre de femmes.

Ailleurs les pressions prennent une forme différente. Ainsi à l'hôpital Edouard Herriot de Lyon où une consultation des interruptions volontaires de grossesse fonctionne depuis 1967, des médecins reçoivent les

femmes désireuses d'avorter mais les orientent, après entretien, vers des cliniques privées où les tarifs varient entre 1200 et 1600 F. Pendant ce temps, les hôpitaux publics, eux, continuent de ne pratiquer qu'une quinzaine d'avortements par semaine, pour 250 demandes environ. Ainsi aux multiples pressions administratives, sociales, idéologiques, s'ajoute la pression financière : bien que l'avortement ne soit plus clandestin, le prix de l'intervention demeure le plus souvent exorbitant.

Et lorsque les masses entrent en lutte contre ces pratiques ultra-réactionnaires et illégales, la bourgeoisie envoie ses forces de répression. C'est ainsi que la direction de l'hôpital E. Herriot de Lyon a mis fin le 3 juin à l'action d'une cinquantaine de militants de l'association « Choisir-MLAC » de Lyon qui occupaient la consultation, déployaient une banderole devant la porte de l'hôpital, distribuaient des tracts et discutaient avec une quinzaine de femmes qui avaient rendez-vous cet après-midi là...

Tout cela prouve, s'il en était encore besoin, que le gouvernement contraint par un fort mouvement de masse a cédé sur quelques points minimes, est incapable de faire respecter sa propre loi.

Pour arracher le droit de décider librement du nombre d'enfant qu'elles auront, pour le droit à l'avortement libre et gratuit, les femmes devront renforcer leur unité, et livrer encore de dures batailles contre la réaction.

« LA JEUNE GARDE
ROUGE » est parue

Au sommaire de ce numéro :

- Editorial : Vive le 1er congrès de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !
- Projet de manifeste de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France.
- Projet de charte de la Jeunesse de France.
- Les jeunes marxistes-léninistes préparent leur congrès.
- Un jeune cheminot parle de l'exploitation capitaliste à la SNCF.
- Le festival de la JcC. Des jeunes face au social-fascisme.
- Un article de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de Suisse.
- Sur l'armée : « dérobades » et « cohérence » chez les révisionnistes.
- La conférence nationale de la Jeunesse algérienne.
- Mai-Juin 68 : les barricades de la jeunesse.
- La Ligue de la jeunesse communiste chinoise : une école du communisme.

Etc...

Ce numéro préparant la tenue du congrès constitutif de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France est à diffuser massivement. Camarades et amis, passez vos commandes en vous adressant :

B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 La Source.
L'exemplaire : 2,50 francs.

VIVRE AVEC 20 FRANCS
PAR JOUR

A Paris, porte Maillot, se tient, depuis le 2 juin et jusqu'au 5, le Congrès international de gérontologie sociale. C'est le moment où l'on rappelle que la France compte 7 millions de personnes âgées de plus de 65 ans parmi lesquelles 2 millions et demi ont plus de 75 ans. C'est aussi le moment où l'on révèle que plus de 200 000 personnes âgées sont hébergées, pour la moitié en salles communes, dans des hospices d'une extrême vétusté ; et que 2 millions de personnes âgées ne disposent pour vivre que des 20 F par jour que leur accorde le minimum-vieillesse !

Ainsi, non contente de surexploiter de façon éhontée la classe ouvrière et les masses laborieuses en activité, et particulièrement les jeunes, il faut encore que la bourgeoisie les maintienne dans une misère noire lorsque, l'âge venant, elles ne peuvent plus travailler ! Voilà ce que la bourgeoisie cherchait à cacher avec son traditionnel refrain apitoyé et larmoyant sur « les problèmes du troisième âge » !

CAMARADES,

REGLEZ VOS DETTES

Lors d'un rapide bilan financier l'administration de l'Humanité Rouge a constaté que malgré des demandes répétées certains CDHR n'ont pas réglé leurs dettes. A l'heure où nous devons multiplier les efforts pour sortir sur huit pages et être diffusés en kiosque, comment appeler ce laisser-aller inadmissible ? Comment peut-on à la fois organiser la souscription de masse et faire preuve de peu de sérieux sur les questions matérielles ? Il s'agit là d'un problème de ligne idéologique et politique.

C'est pourquoi nous disons aux CDHR qui n'ont pas réglé leurs dettes, camarades ressaisissez-vous, la négligence sur les questions financières est un effet de manque d'esprit de parti et de sérieux révolutionnaire.

A NOS ABONNES

En raison d'incidents techniques le journal du 5 juin n'a pu être acheminé à temps. Il parviendra à nos abonnés avec un jour de retard. Nous les prions de bien vouloir nous en excuser et sommes sûrs qu'ils comprendront les difficultés imprévues que nous pouvons rencontrer.

A NOS
CORRESPONDANTS

Le répondeur automatique grâce auquel nos correspondants de province nous font parvenir des informations ne fonctionnant plus à la suite d'une coupure d'électricité, nous informerons nos camarades dès qu'il sera à nouveau utilisable.

CHAUSSON
LA POLICE
HORS DES USINES

Alors que les ouvriers de Chausson sont en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail et pour de meilleurs salaires, la seule réponse donnée par la direction c'est l'envoi des CRS contre les grévistes. Ceci montre bien que la bourgeoisie utilise toujours la violence, celle de sa classe, lorsque ses intérêts économiques ou politiques sont, même partiellement, menacés. Sa nature de classe fait qu'elle s'oppose fondamentalement à toute transformation de la société capitaliste bâtie sur l'injustice et la violence réactionnaire contre tous ceux qui osent réclamer ce qui leur est dû. Quoi de plus légitime pour les ouvriers de Chausson, pour la classe ouvrière toute entière et les masses travailleuses, que de refuser la hausse des prix, les licenciements... qui ne sont en fait que les conséquences logiques de tout un système basé sur le profit et l'exploitation de l'homme par l'homme ?

Il y a quelque temps Giscard d'Estaing déclarait que « la défense

nationale doit être assurée par les masses populaires elles-mêmes ». Fort bien ! Mais alors comment les masses populaires pourraient-elles défendre l'indépendance nationale menacée par les deux superpuissances si on les réprime par la violence policière ? En agissant ainsi, la bourgeoisie apporte de l'eau au moulin des révisionnistes, agents de la superpuissance la plus agressive et la plus dangereuse, qui cherchent à profiter de la situation. A propos de Chausson, les élus révisionnistes des Hauts-de-Seine, se sont rendus jeudi à la Maison de la Radio à Paris pour tenir une conférence, pour exiger de la radio et de la télévision qu'elles laissent passer leur propagande antinationale, leur « version » sur la crise, sur la seule responsabilité patronale et gouvernementale.

Nous soutenons fermement les travailleurs en lutte et exigeons l'expulsion des forces de police hors des usines.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA